

LE RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND NE PASSE PAS PAR LA FUSION DES ÉTATS-MAJORS...

Issu d'un coup d'État, confirmé par le suffrage universel - ce qui renforce bien l'opinion qu'on peut avoir sur la valeur de ce suffrage universel -, le régime gaulliste paraît à son apogée et son chef peut mettre en route sa grande politique, celle qui doit lui permettre de laisser un nom parmi ceux qui font l'Histoire.

Lors de sa conférence de presse, il commença par proclamer que le renforcement de l'État constituait un besoin des temps modernes: *«Tout et même le sort de chacun est donc lié plus ou moins directement à l'action des pouvoirs publics, laquelle se traduit par une orientation nationale, par des règlements et par des lois. A cette action-là, comme à toute action, il faut une tête et cette tête est une personne»*. S'identifiant à cet État redoutable, dernièrement renforcé par sa cour de sûreté, de Gaulle considérant qu'il a reçu par le suffrage universel *«l'expression personnelle de la confiance de tous les intéressés»*, et savourant sa toute-puissance, croit pouvoir hausser encore le ton dans le concert des nations.

Sur le plan intérieur *«pour la première fois depuis sa naissance, la République étant établie dans la continuité»*, il prétend *«poursuivre l'entreprise immense de transformation du pays selon ce que commande la civilisation moderne»*. Ce qui ne peut se produire que par l'expansion. Pour cela, il suffit d'appliquer nettement et fermement le Plan. C'est-à-dire, de s'en remettre aux technocrates. *«Naturellement, la répartition de tout ce qui est produit, la répartition entre les uns et les autres, compte tenu de ce qui est dû à l'esprit d'entreprise, aux biens qui sont investis à la valeur et à la hiérarchie professionnelle, cette répartition-là, cette distribution-là, doit être plus équitable qu'elle n'est, et si la répartition comme on dit de notre revenu national s'est certainement améliorée, il faut poursuivre dans cette voie»*. Nous noterons qu'en réalité, sans parler des super bénéfices, l'écart ne cesse de croître entre bas et hauts salaires. C'est alors qu'ayant légitimé l'exploitation capitaliste, de Gaulle veut la consolider et l'établir dans la continuité qu'il a promis à la République: *«Il s'agit que tous ceux qui accomplissent l'œuvre économique soient mieux informés encore qu'il ne le sont de ces réalités et participent d'une manière plus effective à ces responsabilités, ce qui veut dire qu'à la base il faut une association plus étendue du personnel à la marche des entreprises et cela veut dire qu'au sommet il faut que les représentants des activités nationales économiques, sociales, administratives, culturelles, fournissent une collaboration plus étroite à ces conseils dans lesquels sont élaborés et contrôlés le développement de nos régions et celui de notre pays»*.

Ainsi, de Gaulle sentant bien que la plus grande fragilité de son régime réside dans l'indépendance du monde ouvrier, veut-il le ligoter dans un système corporatiste et insiste-t-il sur la nécessité pour lui de réaliser l'intégration des représentations professionnelles. Les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier ayant imposé aux directions réformistes des syndicats de prendre position contre l'intégration, de Gaulle revient à la charge et il va falloir se battre fermement sur ce terrain.

Le général pense que ses bases intérieures sont suffisamment assurées actuellement pour qu'il prenne sur le plan international un certain nombre de positions brutales qui n'ont guère d'autre intérêt que d'éclairer quelques contradictions du capitalisme.

Nous en venons à ce fameux *Marché Commun*. Cette très grande affaire, comme dit de Gaulle, conçue et organisée par les gouvernements et les capitalistes ne pouvait pas ne pas faire apparaître la tare essentielle des États et des capitalismes: l'impérialisme.

... Le capitalisme américain a tout de suite été intéressé par le *Marché Commun* et a favorisé son élaboration. Il lui paraissait devoir garantir la poursuite de la colonisation économique de l'Europe de l'Ouest et la récente mainmise sur SIMCA ne vient qu'à la suite de multiples rachats ou créations d'entreprises en Europe. En effet, une main-d'œuvre hautement qualifiée y assure moyennant de bas salaires une excellente rentabilité des capitaux investis et elle constitue un vaste marché pas encore encombré. Les U.S.A. peuvent ainsi intervenir sur certains secteurs de la production et profitant de leur avance technique conserver le monopole de la haute recherche et se livrer à de fructueuses concessions de brevets. Le capitalisme américain a évidemment ses agents parmi les technocrates et les politiciens européens, mais il ne détient pas le monopole de l'impérialisme.

L'Allemagne qui a déjà fait l'Europe de la manière que l'on sait, est trop handicapée moralement par ce trop récent antécédent (au sens judiciaire du terme) pour pouvoir s'épandre aussi librement que le lui aurait permis l'excellente santé des seigneurs de la Ruhr.

L'Angleterre, après avoir pendant des siècles entretenu la division de l'Europe, ne semble plus avoir d'autre ambition que de subsister le moins mal possible et pense qu'au sein du *Marché Commun* elle limitera sa décadence au minimum, cependant que militairement elle accepte que sa force de frappe soit «intégrée» et que diplomatiquement elle s'aligne finalement sur les U.S.A., tout en prenant dans les conflits internationaux des positions vaguement pacifistes et conciliatrices.

Craint-il l'influence émolliente de l'Angleterre, craint-il surtout que par le biais de celle-ci, les U.S.A. ne continuent à contrôler l'Europe, de Gaulle rend pratiquement impossible l'entrée de la Grande Bretagne dans le *Marché Commun*. Bien qu'il ait évidemment à tenir le plus grand compte de la paysannerie française sous peine de sérieux troubles intérieurs il est difficile qu'il nous fasse croire que les habitudes alimentaires de la Grande Bretagne contre - indiquent formellement son entrée dans le *Marché Commun*. Prenant du même coup sa revanche de Fachoda, de l'Entente cordiale et sans doute de certaines vexations subies durant l'exil de 1940-44, de Gaulle rejette la métropole anglaise vers sa colonie américaine et se dégage vis-à-vis de celle-ci, laissant entendre qu'ils demeurent des alliés... dans la période historique où nous sommes.

De Gaulle pense alors pouvoir jouer un grand rôle continental et faire prendre à la France la tête de l'Europe, l'Allemagne fournissant soldats et ressources, cette Sainte Alliance pouvant tout comme un Grand faire son petit chantage atomique. Il paraît que pour la première fois depuis longtemps les Gaulois et les Germains se sentent solidaires. *«Et voilà que la voix des peuples s'est élevée pour prouver que ce courant correspondait à quelque chose de profond, de décisif et sans aucune doute d'histoire»*. Quant à nous, paraphrasant notre guide, nous dirons que nous sommes affermis dans notre conviction que la politique nouvelle des relations franco-allemandes repose sur une base populaire incomparable d'indifférence. Mais, enfin, c'est déjà quelque chose si, sauf chez les patriotes revanchards du P.C., la haine a cessé.

Cette Europe, dont les capitalistes veulent faire un vaste marché, les technocrates une organisation géante, va sous une houlette ou une autre continuer à tendre à l'effacement des particularismes nationaux. Les problèmes qui vont se poser au monde du travail vont être moins étriés et le mouvement ouvrier peut retrouver une largeur de vue qui lui fasse reprendre confiance en lui-même. Il va sans dire que ce renouveau du socialisme ne passe pas par les partis, ni social-démocrates, ni démocrates chrétiens, cautions du régime capitaliste, ni communistes plus ou moins chinois ou plus ou moins russes, mais de toutes façons scléreux, pas plus que par ces agglomérats d'impuissances de la «nouvelle gauche» type P.S.U. Une certaine dislocation des deux grands blocs peut par contre permettre aux centrales syndicales de se libérer de ce qui a paru être leur principale occupation depuis plus de quinze ans, défense du «monde libre» ou défense «du camp socialiste» pour se consacrer de nouveau à la défense du prolétariat et à l'attaque du capitalisme et de la technocratie bourgeoise ou bureaucratique. Ce qui n'est évidemment possible que si les nombreux noyaux révolutionnaires qui ont subsisté en Europe, s'appuyant sur les couches nouvelles de travailleurs dégoûtés de la basse politique, réussissent à les persuader de la fécondité de l'action directe et poussent les appareils à la retraite.

Le mouvement ouvrier apparaît assez bien armé en Europe pour pouvoir dans les années qui vont suivre relancer l'internationale qui balayera les vieilles lunes du capitalisme et autres billevesées gallo-germaniques.

Georges MANCEAU.